

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 641 mardi 15 décembre 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LE 14 DECEMBRE ETAIT LA FÊTE DE SAINT JEAN DE LA CROIX : Brulé par l'amour de Dieu il connut des expériences mystiques étonnantes allant jusqu'à l'union totale avec Jésus son « bien aimé ».

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

LOGEMENTS SOCIAUX : L'INCROYABLE ARRIVE

La ruine par les logements sociaux se produit principalement dans le cadre des HLM toujours insuffisants et de lois parfaitement meurtrières comme le pourcentage de logements sociaux imposé aux communes.

Le pouvoir quasi socialiste vient d'inventer un nouveau système qui va étendre la lèpre à des logements privés.

Comme il n'y a jamais assez de logements sociaux, l'État veut extraire de la rue ou d'hôtels sociaux des personnes dans le besoin tout en assurant aux propriétaires des loyers payés chaque mois. En effet, parallèlement, il se trouve que les propriétaires et surtout les plus petits propriétaires ont beaucoup de mal à rentabiliser leurs logements en particulier à cause de la faiblesse de la justice vis-à-vis des mauvais payeurs s'ajoutant à d'autres

facteurs. Souvent, les propriétaires préfèrent laisser leur logement vide.

Le nouveau système a donc de l'avenir devant lui. Il se dénomme : Solibail.

Il est actif actuellement dans l'île de France et va se développer en province. Une association, sans doute subventionnée par l'État, prospecte le marché et démarché des propriétaires qui laissent leur logement non loué. Pour un bail de trois ou six ans, l'État trouve un locataire et garantit au propriétaire des loyers payés chaque mois. Non seulement ce propriétaire est théoriquement sûr d'être payé mais il bénéficie, en plus, d'une exonération fiscale.

Il est évident que cela va constituer une source de contentieux multiples. Des créances sur des locataires mauvais payeurs vont s'accumuler dans les mains de l'organisme chargé de la gestion. Les propriétaires vont se trouver devant des formalités compliquées. L'État se charge en fait d'une future dette qui ne peut que s'accroître.

Les logements sociaux malgré les délais bien connus pour obtenir un logement vont recevoir un coup de fouet fabuleux. La conséquence va être un nouvel appel à l'immigration clandestine.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES RESTOS DU COEUR

Nous avons souvent dit que les seules activités, qui marchent sous le système socialiste, sont les restos du cœur.

Voici quelques chiffres.

En 2008, 100 millions de repas ont été distribués à 800 000 personnes qui furent accueillies par 55 000 bénévoles. Ce fut presque 12 fois plus que l'année de la création de ces restos. L'on s'attend en 2010 à un afflux encore plus grand. L'on peut mettre en parallèle la prospérité du secours catholique et d'autres organisations du même genre.

Ces données reflètent d'une façon cruelle la paupérisation du peuple français imposée par le pouvoir et ses prélèvements destructeurs.

LA MAUVAISE VIE

Nous connaissons la célébrité du ministre de la culture à cause de la mauvaise vie qu'il a raconté lui-même. Il vient de faire nommer à la tête du conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris un personnage qui est visé par une enquête de gendarmerie pour recel d'images pédopornographiques.

Du coup le ministre l'a suspendu de ses fonctions. Toutefois, malgré cette mesure tardive, il n'est pas possible d'imaginer qu'il ne connaissait pas cette particularité avant de le nommer.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

RECHAUFFEMENT = MADOFF

Merci pour votre chronique.

Elle m'a inspiré quelques réflexions que je vous transmets ci-dessous :

1°) La célébrité de Madoff est telle qu'il serait intéressant de prendre le nom comme unité de base en matière d'escroquerie. On pourrait ainsi parler de millimadoff, d'hectomadoff ou de kilomadoff. Les aberrations du réchauffement climatique se chiffreront au moins en kilomadoff.

2°) Autre chimère de notre temps : le Darwinisme ! Aucune preuve réellement scientifique mais un habillage constant de pseudo affirmations philosophiques. Mais quel dogme ! La doctrine du réchauffement climatique est d'ailleurs construite comme celle du darwinisme. Tout ce qui est contraire au darwinisme est systématiquement tourné en dérision et passé à la trappe. J'en arrive à penser que Darwin doit être aussi l'arrière-grand-père du réchauffement climatique.

3°) Le peuple palestinien est lui aussi sorti du néant. Pure invention d'Arafat, largement entretenue par l'ONU et ses systèmes d'assistance, par les médias, les pays arabes et les diplomaties occidentales (à chiffrer en kilomadoff).

4°) Il y a aussi l'assistance à l'Afrique. Plus on l'assiste financièrement, moins elle se développe. Le dénombrement des chimères de notre temps est quasiment un sport cérébral.

Très cordialement.

Jean-Louis BOURREL

RECHAUFFEMENT= MADOFF

Bonjour Monsieur.

J'ai quand même un doute, car je crains (intuitivement, certes) que pollution et réchauffement climatique soient très liés. Or, on ne peut pas continuer ainsi à polluer la planète notamment parce que pollution et pauvreté sont intrinsèquement liés, et que l'Homme doit être au centre de toutes ces considérations.

De même, pour forcer le trait, à vous lire, on aurait tendance à vous demander s'il faut cesser de lutter contre la déforestation sur la planète (car, au contraire, cela permet d'augmenter les terres cultivables). En revanche, cela provoque, paraît-il des atteintes non négligeables à la bio diversité. Il faut rappeler qu'en France, nous avons autant de surface forestière (sinon plus) qu'au moyen âge....

Tout cela pour dire que l'économie, le social et l'environnement forment un ensemble. Le refus de l'admettre depuis plus de 100 ans, et le soin tout particulier apporté par les politiques et les économistes à distinguer soigneusement ces trois dimensions, est à l'origine de bon nombre de nos problèmes me semble t-il.

Cordialement

Bertrand de Kermel

NDRL : Tous ces problèmes peuvent être résolus par l'économie de marché

EUROPE

Tout à fait d'accord avec vous; je trouve que nous allons à grande vitesse (je devrais dire TGV) vers l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES d'EUROPE.

Cordialement

Edmond Ménétré

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 14 DECEMBRE 2009

RECHAUFFEMENT= MADOFF

Au risque de surprendre les lecteurs, je vais énoncer qu'il y a une grande ressemblance entre la fausse idéologie du réchauffement climatique et le système Madoff.

D'abord, à la base, il s'agit de deux chimères.

La chimère du réchauffement climatique revient à affirmer qu'il y a effectivement un réchauffement et que ce réchauffement est dû aux activités humaines et non au soleil ou autres manifestations de la nature. Or, cette double affirmation semble contraire aux faits. Des milliers de savants américains ont envoyé une pétition à Obama pour le mettre en garde contre les erreurs ainsi formulées et les conséquences dévastatrices qu'elles pourraient avoir pour l'économie américaine. Vaclav Klaus, président tchèque qui fut président de l'Europe pendant six mois, est un savant et a examiné en détail les études concernant le prétendu réchauffement et son rattachement au CO2 ; il a montré dans plusieurs livres que c'était pure fantaisie. Du côté de Madoff, nous sommes aussi en pleine chimère : c'était l'idée folle que l'on pouvait obtenir, par une prétendue bonne gestion, un rendement financier très supérieur à la norme des rendements dans des placements similaires à un moment donné et que ce succès pouvait être durable, voire indéfini.

Pour poursuivre la comparaison dans les deux phénomènes, il faut ajouter la respectabilité apparente des acteurs. Pour le réchauffement, c'est un fait qu'un grand nombre de prétendus savants fort honorables se sont engagés pour le glorifier. Madoff avait pour lui sa célébrité due à ses hautes fonctions antérieures et personne ne pouvait imaginer, qu'il se tromperait et tromperait tout le monde jusqu'à ses meilleurs amis.

Ensuite, nous relevons la consolidation des chimères. J'ai souvent montré ailleurs comment et pourquoi une chimère, reposant sur un pur mensonge au départ, peut se consolider au fur et à mesure du temps jusqu'à devenir du béton ; personne, alors, ne se soucie plus

d'aller aux sources pour vérifier les fondations ; des Danois se vantent de prendre des douches très brèves pour sauver la planète (sic) : comme la douche est brève ils n'ont certes pas le temps de réfléchir calmement à l'ineptie de leur propre comportement ! Rappelons-nous du temps de Law ; des gens dans la rue Quincampoix se disputaient pour des bouts de papier représentant des actions dans des mines inexistantes. Plus près de nous dans les années 1990, la mine de Busang en Indonésie avait surgi brusquement du néant et fut saluée comme la plus grande découverte de mines d'or de tous les temps ; les plus importantes compagnies se sont disputées avec acharnement le trésor. Peu de temps après la prétendue découverte, le pot aux roses était mis au jour : pas plus d'or dans la forêt que dans un jardin de banlieue. On appris alors que les « carottes avaient été salées ; les carottes, ce sont les morceaux que l'on retire d'un gisement, de place en place pour l'évaluer ; « saler la carotte », cela veut dire rajouter, par grande, sage et illégitime prudence, ce que chacun aimerait bien y trouver et ce qui n'y est pas. Quand le salage est direct, c'est facile à déceler et c'est bien plus difficile quand les carottes sont broyées. Dans le cas particulier, la compagnie, propriétaire du faux trésor, avait broyé elle-même les carottes, ce qui était une bonne précaution ! Du coup, le géologue en chef de cette fameuse compagnie eut la bonne idée de se « suicider », mais par une méthode des plus difficiles, car il se jeta d'un hélicoptère ! La bourse de Toronto connut un krach mémorable.

Poursuivons l'analyse. Les deux chimères du réchauffement et de Madoff sont ou furent mondiales et cette extension universelle est extraordinairement favorisée par les moyens de communication ultra rapides que nous connaissons. La mondialisation joue ainsi sa partie dans la consolidation.

Nous relevons aussi le jeu des intérêts. Derrière Madoff se groupaient des intermédiaires naïfs ou à moitié consentants pour avoir le bonheur de profiter de l'aubaine. Les personnes qui tirent avantage de la chimère du prétendu réchauffement climatique sont extrêmement nombreuses. Il y a au départ un très grand nombre de savants ; la chimère est, en effet, tellement bien organisée qu'il est pas possible de faire une carrière raisonnable et paisible dans un domaine scientifique, quel qu'il soit, si l'on marque du scepticisme vis-à-vis du réchauffement climatique et de ses causes humaines : les éditeurs se dérobent et les postes intéressants vous échappent. Mais, en plus, un grand nombre de firmes importantes se sont engouffrées dans l'occasion. Des sociétés de renom international et cotées dans les grandes bourses mondiales ont un directeur du « développement durable ». Elles investissent de grandes sommes dans la promotion de leur action dans ce domaine et prétendent faire des produits « durables », personne ne s'avisant de l'absence de signification intelligente de ce terme dans la langue française telle qu'elle est connue. Il serait inimaginable que ces sociétés et leurs collaborateurs se mettent brusquement à semer le doute sur la solidité de l'édifice. La presse est invitée au festin : nous sommes inondés de publicité proposant des produits « durables » ou soi-disant respectueux de l'environnement.

Une autre ressemblance est qu'une fois la chimère lancée il est difficile d'en sortir. Monsieur Madoff ne pouvait pas ignorer les véritables gouffres dans lequel il s'engloutissait ; personne ne saura jamais vraiment pourquoi il s'est obstiné mais il est probable que devenu prisonnier intellectuel de sa propre création il espérait en sortir un jour sans dégâts : le joueur rêve toujours de la martingale imprévue. La sortie de la

chimère du réchauffement climatique sera très difficile à moins que brusquement le mensonge n'apparaisse en pleine lumière. Le « climategate », sur internet est peut-être un premier ébranlement dans l'édifice car il montre l'intensité de l'imposture ; ce qu'il décrit ressemble étrangement au coup de la « carotte salée » évoquée plus haut.

Des deux cotés, la ruine est au rendez-vous. Pour Madoff, sans avoir causé à lui seul la crise financière, il l'a sensiblement aggravé dans le monde entier entraînant dans la ruine à la fois des riches et des pauvres. A la faveur du prétendu réchauffement, les Etats se saisissent de la chimère pour nous dicter leur loi jusque dans tous les détails de la vie publique et privée et, d'ailleurs, cet interventionnisme des gouvernements a joué un rôle dans la consolidation de la chimère. Même si Copenhague ne répond pas aux espérances des dévots, il y aura des impôts, des réglementations et des dépenses insensées. La conséquence négative de toute action économique d'un État est bien connue avec l'effet de ruine pour chacun.

Au point où nous en sommes arrivés dans l'analyse, il y lieu de constater tout de même quelques dissemblances.

Le réchauffement bénéficie d'une autre chimère parallèle et antérieure, celle des « écolos » ; ils ont acquis d'une façon surprenante un statut particulier sous le prétexte mensonger qu'ils auraient le monopole de l'amour de la nature. Terrorisant les pouvoirs publics dans tous les pays ils se sont saisis de l'imposture du réchauffement, ceci d'ailleurs avec beaucoup d'incohérences.

Une autre dissemblance est que le réchauffement climatique est une véritable religion avec ses dogmes et ses dévots alors que le système Madoff était une simple combine au service d'un particulier. L'aspect religieux est tel que les manipulateurs du réchauffement en sont venus à penser que les hommes étaient de trop ; leurs savants calculs aboutissent carrément à chiffrer le CO2 dont les nourrissons seraient responsables pour l'avenir. C'est le retour de l'idéologie du club de Rome et de Malthus. Il en résulte qu'à Copenhague ils vont jusqu'à préconiser d'imposer à certains pays en voie de développement comme la Chine et l'Inde des politiques antinatalistes avec, au programme, la destruction des petits à naître.

Pour terminer notons qu'il serait aisé d'appliquer la même grille d'analyse à d'autres chimères. Parmi celles-ci, se trouve la retraite par répartition qui dès le départ était condamnée dans son principe, même si le maléfice a mis des dizaine d'années à se révéler. Beaucoup de pays, comme le Chili, l'ont compris et sont arrivés en sortir.

Cette circonstance ouvre ainsi un peu d'espoir dans le domaine du réchauffement car cela montre qu'en définitive malgré la solidité des chimères mondiales un jour ou l'autre une issue peut apparaître, le château de cartes s'écroulant parfois d'un seul coup.

Michel de Poncins

CITATIONS

THOMAS PIKETTY, professeur à l'école d'économie de Paris :

« Il est aisé de dénoncer l'imbécillité d'un impôt. Pour une raison simple : tous les impôts sont plus ou moins imbéciles, dans le sens où ils taxent des personnes et des activités que, dans l'absolu, il serait souhaitable de ne pas taxer ».

ANGELA MERKEL :

« Il faut un engagement de la communauté mondiale à ne pas dépasser de 2 degrés centigrades le réchauffement en 2050 »

NDRL : Il n'est pas possible d'énoncer tant de bêtises en si peu de mots.

REVUE DE PRESSE

LA FAUSSE DEMOCRATIE AMERICAINE

Les prétentions des Américains quand ils affirment vivre dans un système démocratique sont connues. Ils vont si loin dans cette prétention qu'ils sont capables d'imposer par les armes leur fausse démocratie aux autres peuples. Christian Daisug nous en apprend de belles dans le journal Présent.

Il nous explique comment les lobbyistes achètent carrément les votes des représentants et des sénateurs américains. En 2008, près de 40 millions de dollars furent versés par les lobbys à 534 parlementaires ou anciens parlementaires. Cette somme vertigineuse correspond à pas moins de 2759 opérations à l'issue desquelles triomphe la vénalité du mandataire et la trahison du peuple? C'est en fait la presque totalité du corps législatif qui se trouve complice des pressions de groupes de moins en moins inavouables parce que de

plus en plus intégrés. L'argent n'est pas forcément donné sous forme de billets mais est souvent versé sous forme de cadeau à une sorte de fondation qui présente de très louables intentions? Chaque élu en possède une qui est présidée par lui-même ou qu'il fait contrôler par son conjoint.

Ces pratiques ne sont pas contraires à la loi ce qui est bien commode ; elles aboutissent à ce que certains élus quadruplent en moyenne leurs indemnités légales grâce à la corruption.

NDRL : Le pire est que les américains ont transmis le vice à l'Europe : à Bruxelles il existe 3000 cabinets de lobbying, ce qui fait 15 000 personnes travaillant dans la corruption démocratique.

BREVES ET LONGUES

EDF-PAUVRETE

Les journaux sont très bavards sur le véritable scandale du comité d'entreprise du grand électricien qui vient de prendre une participation dans une firme purement capitaliste : Trigano ; ce comité d'entreprise est richissime puisqu'il a disposé de 456 millions d'euros de recettes en 2008. Il rémunère 3200 permanents et vient donc de lancer une offre publique d'achat sur la firme André Trigano. L'enfer est toujours pavé des meilleures intentions. La justification qui est donnée est qu'il s'agit d'intégrer le premier opérateur français de l'économie de plein air dans l'économie sociale.

La vérité, que les journaux ne décrivent pas, est qu'il s'agit d'une organisation calamiteuse remontant à la fin de la dernière guerre et remettant quasiment le pouvoir à la CGT dans ce comité d'entreprise.

Le comité d'entreprise est alimenté par un prélèvement de 1 % sur le prix de l'électricité. Chaque fois que nous allumons la lumière nous entretenons donc la CGT dont le rêve est de détruire l'économie française et qui a été longtemps une annexe du parti communiste, dont maintenant elle semble s'éloigner.

Si l'on tenait compte de ce prélèvement abusif sur nos factures d'électricité et des intérêts composés en conséquence, l'on arriverait à une somme tout à fait immense qui expliquerait en partie la paupérisation de la société française. Ce prélèvement intolérable explique aussi pourquoi la France ne bénéficie pas vraiment, dans le prix de l'électricité, du parc des centrales nucléaires dont elle est largement pourvue.

STATISTIQUES

L'INSEE est un organisme statistique qui est absolument sous la dépendance du gouvernement. Il en résulte une double conséquence : les statistiques sont forcément biaisées dans le sens de la volonté de ce gouvernement et, d'autre part, lorsque l'on

compare le coût de ces statistiques à ce qu'elles sont à l'étranger, il apparaît qu'il est bien plus élevés qu'il ne devrait l'être.

Il est clair que dans un pays libre la statistique devrait être privatisée.

Mais ce même organisme se livre à des pratiques tout à fait douteuses.

Un certain nombre de personnes ont reçu une lettre circulaire en vue d'approfondir une « étude afin de comprendre les choix et les intentions des ménages en matière de logement ».

Les destinataires sont invités à venir dans des locaux officiels, avec leur conjoint pour répondre à une série de questions. L'entretien durera une heure : c'est dire le nombre considérable de questions indiscretes qui seront ainsi livrées à un organisme officiel.

A la sortie une compensation financière sera fournie sous la forme d'un billet de 100 €

Il en résulte plusieurs conséquences :

L'objet véritable non précisé est évidemment de développer les politiques publiques en matière de logement alors que ces politiques détruisent le logement comme nous l'avons vu souvent.

L'on achète en quelque sorte, les gens en leur fournissant de l'argent qui, d'ailleurs, ne sera pas imposable.

Il est très probable, bien que ce ne soit pas indiqué, qu'il peut y avoir un lien avec les services fiscaux soit aujourd'hui soit demain.

Enfin, Il n'y a aucune garantie que les données fournies ne soient pas revendues à d'autres ou piratées purement et simplement.

L'ENDETTEMENT ETATIQUE

Les deux limites à l'endettement étatique énoncées par le traité de Maastricht sont complètement enfoncées dans plusieurs pays. Il s'agit, en particulier, des 3 % du PIB. La France et l'Allemagne viennent de signifier que ce ne sera jamais réalisé puisqu'elles indiquent avec fierté que le critère serait respecté d'ici à 2013 : c'est bien une fuite en avant !

De toute façon n'importe quel endettement public n'est pas acceptable et le critère de 3 % est un critère ruineux en lui-même.

Voici un scoop que sans doute personne ne connaît.

Quand l'Europe n'avait pas encore son obésité incroyable, il était question entre

Mitterrand et son collègue allemand de l'endettement public, ceci avant la création de l'euro. Ils ont convenu qu'il fallait le maîtriser.

C'est alors qu'ils ont voulu imaginer une limite. Sur un coin de table Mitterrand a suggéré la limite de 3 % qui paraissait absolument impossible et inimaginable à atteindre à l'époque : c'était donc apparemment sans danger.

Le fait que beaucoup d'Etats aient fini par l'atteindre et la dépasser est significatif de la cupidité des dirigeants occidentaux.

Dès lors que la facilité était offerte, ils s'y sont engouffrés joyeusement au risque de ruiner leurs concitoyens.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

LA DETTE

Inutile d'aligner les chiffres. L'endettement public est un phénomène historique, qui va peser pendant des années sur la situation des économies, les conditions de l'activité, l'emploi et l'entreprise. Car les masses de dette émise, davantage encore les masses de promesses de payer, d'engagements plus ou moins chiffrés et de garanties accordées sont sans précédent, hors état de guerre. L'essentiel de l'effort de financement des prochaines années n'aura qu'un seul objet : faire face à la dette.

Les conséquences de cette situation sont multiples. La plus directe, la plus logique, et sans doute aussi la plus scandaleuse est aussi paradoxale : nous assistons à la prise de pouvoir complète de la finance de marché sur les Etats endettés et sur les entreprises en mal de refinancement. Malheur à ceux que les cash-flows annuels ou l'impôt ne financent pas ! Dans le cadre du maintien de l'état de droit, de la foi publique et du respect de la signature des émetteurs publics, il n'y a aucun doute à cet égard ; les tâches d'intermédiation de la dette, de gestion de la dette, de transformation des échéances et des conditions de cette dette, les activités de marché qui lui sont directement ou indirectement liées, notamment pour répartir les risques, donner un prix aux titres émis, les replacer sur le marché secondaire, incombent aux grands établissements bancaires. Ces activités permettront des commissions considérables, dont les résultats de Goldman Sachs et l'annonce de la distribution de 20 milliards de dollars en bonus à la fin du premier semestre 2009 donnent une idée. Et surtout, ils vont ajouter encore au pouvoir de ces grands intermédiaires, et en leur sein, au pouvoir et à la richesse des grands opérateurs de marché. Car ce n'est ni le

faible étiage des opérations de fusions-acquisitions, ni la détresse de la gestion de fonds, ni les opérations d'émission des sociétés privées qui justifient un niveau d'activité frénétique au cours des six premiers mois de 2009. C'est seulement les services d'émission, de placement et de traitement de la dette publique, qui ont permis aux établissements survivant à la crise de réaliser des volumes de commissions et des prises de bénéfices historiques...

Qu'en sera-t-il dans deux ans, ou dans cinq ? Tout va devenir plus difficile à partir du moment où les intérêts de la dette seront, dans de nombreux pays, le premier poste des dépenses publiques. L'endettement massif assure la prééminence de l'industrie financière et du financement de la dette publique sur tout autre sujet. Il la rend aussi insupportable. La question centrale de la finance de marché - que devons-nous financer demain ? - est une question close, à moyen et même à long terme ; nous finançons la dette publique et le déficit public. Il convient d'aller plus loin. Tous les moyens qui permettent d'alléger la dette, ou de dégager des revenus qui la rendent plus supportable, sont légitimes, et même indispensables. C'est pourquoi les guerres monétaires sont probables. C'est pourquoi les conditions de financement et de refinancement des entreprises privées vont être sous double contrainte ; contrainte du financement de la dette publique d'abord, contrainte ensuite de situations de marché qui peuvent être aléatoires, volatiles, pour ne pas dire ingérables.

A terme, la question de la liquidation de la dette est posée. Les enseignements de l'histoire laissent peu de doute. Jamais les générations du moment n'ont laissé la dette accumulée par les générations antérieures commander leurs entreprises, leurs projets, et leur action. La sagesse des anciennes civilisations commandait la remise des dettes, totale ou partielle, périodique ; tous les trente ans ici, tous les douze ans là, les comptes étaient remis à zéro, et une nouvelle histoire pouvait commencer. La démesure de l'économie de marché entend interdire que le temps remette les dettes, comme elle entend nier à la politique - la révolution ou la guerre ! - toute capacité de redistribuer les patrimoines et les revenus. Cette même démesure, solidement appuyée par les mécanismes d'options et de dérivés, qui sanctionnent immédiatement toute anticipation d'inflation, semble ne laisser aucune échappatoire ; la dette sera payée, avec des dollars et des euros qui vaudront cher, et il n'est pas un dollar ou un euro d'intérêt qui échappera à la machine financière. Des dispositifs techniques peuvent-ils tenir en échec une urgence sociale et politique avérée ; spolier les créanciers et réduire la dette ? L'histoire des vingt années à venir sera aussi la petite chronique des solutions, inédites ou plus anciennes, que des sociétés en danger d'implosion auront trouvées pour réduire, ou supprimer, la dette qui les menaçait. Création monétaire, inflation, spoliation des épargnants, fiscalité... Dans ce domaine, la prudence des épargnants et des investisseurs est bienvenue ; c'est qu'il s'agit de survie de sociétés constituées, et que la légèreté avec laquelle a été engagé l'avenir des deux prochaines générations vaut de leur part le refus de l'héritage, sans même inventaire préalable.

(1) Ce texte est extrait du rapport « Bienvenue dans la crise du monde ! » publié

par Eurogroup Institute le 14 septembre 2009

JMT

BELGES ET MOSQUEES

60% des Belges pour l'interdiction des minarets

A PUBLIER SUR VOTRE MUR FACEBOOK

Les Belges ne seraient pas seulement opposés à la construction des minarets, ces tours extérieures d'où traditionnellement les muezzins appellent les fidèles à la prière, mais également à la construction de mosquées.

Une enquête réalisée par iVOX pour l'hebdomadaire "Le Soir magazine" à paraître mercredi, montre que 59,3 % des Belges interrogés sont favorables à l'interdiction de la construction des minarets, alors que les Suisses s'étaient prononcés à hauteur de 57,5 % pour cette interdiction.

Trente-huit pc des Belges interrogés se sont déclarés tout à fait favorables à l'interdiction de la construction de minarets. Parmi ces 38 %, les Wallons sont les plus favorables (44 %), devant les Bruxellois (40,3 %) et les Flamands (34,3 %).

Si l'on prend le critère de l'âge, le groupe des plus de 50 ans est bien plus favorable (47,9 %) à l'interdiction que le groupe des 30-49 ans (32,8 %) et des moins de 29 ans (29,9 %). Les hommes sont plus favorables à l'interdiction que les femmes, avec 41,8 % contre 34,2 %.

Les Belges ne seraient pas seulement opposés à la construction des minarets, ces tours extérieures d'où traditionnellement les muezzins appellent les fidèles à la prière, mais également à la construction de mosquées. Le sondage montre que 56,7 % des personnes interrogées sont opposées à l'édification de mosquées en Belgique et 61 % ne veulent pas qu'une mosquée soit édifiée dans leur quartier. Ces résultats sont issus d'une enquête en ligne réalisée par iVOX du 3 au 5 décembre 2009 auprès de 1.050 personnes, avec un indice d'erreur de 3 %.

Agence BELGA

<http://www.lalibre.be/actu/belgique/article/548005/60-des-belges-pour-l-interdiction-des-minarets.html>

IMPOTS

Le secret du prélèvement de nos impôts !

Voici comment Sarko nous tond comme des moutons !

Je ne connais pas l'ouvrage dont cet extrait est tiré, mais il est toujours "diablement" d'actualité ! Je comprends mieux pourquoi nous sommes appelés "ressources humaines", mais c'est comme le pétrole, cette ressource ne sera pas éternellement inépuisable, contrairement à ce que prétendait Mazarin !

A MÉDITER !

Pour une fois qu'un message qui circule sur internet est relativement intelligent faite le suivre a un maximum de vos amis juste pour enrichir leur culture, vos amis de droite comme de gauche. Il faut juste transférer de 4 siècles mais rien n'a changé :

Comment créer de nouveaux impôts ?

Colbert :

Pour trouver de l'argent, il arrive un moment où tripoter ne suffit plus.

J'aimerais que Monsieur le Surintendant m'explique comment on s'y prend pour dépenser encore quand on est déjà endetté jusqu'au cou ?

Mazarin : Quand on est un simple mortel, bien sûr, et qu'on est couvert de dettes, on va en prison.

Mais l'État ? L'État, lui, c'est différent. On ne peut pas jeter l'État en prison. Alors, il continue, il creuse la dette !

Tous les États font ça.

Colbert: Ah oui ? Vous croyez ? Cependant, il nous faut de l'argent. Et comment en trouver quand on a déjà créé tous les impôts imaginables ?

Mazarin: On en crée d'autres.

Colbert : Nous ne pouvons pas taxer les pauvres plus qu'ils ne le sont déjà.

Mazarin : Oui, c'est impossible.

Colbert: Alors, les riches ?

**Mazarin : Les riches, non plus. Ils ne dépenseraient plus.
Un riche qui dépense fait vivre des centaines de pauvres.**

Colbert : Alors, comment fait-on ?

**Mazarin : Colbert, tu raisones comme un fromage (comme un pot de chambre sous le
derrière d'un malade) ! il y a quantité de gens qui sont entre les deux, ni pauvres, ni
riches ! Des Français qui travaillent, rêvant d'être riches et redoutant d'être pauvres !
C'est ceux-là que nous devons taxer, encore plus, toujours plus ! Ceux là !
Plus tu leur prends, plus ils travaillent pour compenser ! C'est un réservoir inépuisable.
Extrait du "Diable Rouge "**

CLIMAT

Climat : entendre (aussi) les sceptiques

MATHIEU LAINE ET CÉCILE PHILIPPE, *Les Echos*, [11/12/09]

Au moment même où la 15e Conférence des Nations unies sur le changement climatique fait la part belle à la pensée unique en matière de réchauffement, l'explosion de ce qu'on appelle dorénavant le « Climategate » a fait remonter à la surface les thèses dites « sceptiques ». Par souci de rigueur, par respect pour la science - faite depuis toujours d'une confrontation honnête d'arguments contraires - et parce que les solutions avancées par nos nouveaux maîtres à penser environnementaux usent de multiples contraintes (taxes, principes de précaution et d'attention, culpabilisations généralisées, décroissance imposée, etc.), les « sceptiques » sérieux doivent être à tout le moins entendus.

Pour la pensée dominante, le réchauffement climatique de 0,7 °C au cours du XX^e siècle est dû aux émissions anthropogéniques de dioxyde de carbone (CO₂). En émettant du CO₂ via leurs multiples activités, les hommes seraient responsables du réchauffement et des conséquences néfastes qui lui sont associées. Parmi elles, le déplacement de populations d'insectes dangereux (comme les moustiques porteurs du paludisme) ou la montée du niveau des mers. Qui n'a pas entendu que le débat sur ce sujet était clos ? Qu'il n'était plus temps de discuter mais d'agir ? Les choses ne sont pourtant pas si claires et des voix s'élèvent, depuis de nombreuses années, pour remettre en cause le « prêt-à-penser » climatique.

Le « Climategate » révèle des faits troublants. Des scientifiques influents au sein du GIEC (Phil Jones et Keith Briffa du Climate Research Unit, et Michael Mann) auraient bloqué des demandes d'accès à l'information, manipulé le processus de révision par les pairs, dissimulé, voire détruit, des données dérangeantes (pour leur vision) sur les températures. Tout cela afin d'entretenir

l'illusion d'un véritable consensus sur la question climatique, qui, en réalité, n'existe pas.

De nombreuses initiatives existent à travers le monde (scientifique) et remettent en question la validité des courbes de température, les causes du changement, la fiabilité des modèles, la gravité de ses conséquences, etc. Tel est le cas, par exemple, de la pétition de l'Oregon, qui, lancée en 1998 et adressée au gouvernement fédéral des Etats-Unis, compte désormais 31.486 signataires sceptiques dont un tiers de docteurs en science.

Si, autre exemple, la fameuse courbe des températures « en forme de cross de hockey » de Michael Mann (1998), rendue célèbre par le documentaire d'Al Gore « Une vérité qui dérange », offre un argument visuel très fort pour prouver le réchauffement de la planète, deux chercheurs canadiens, Ross McKittrick et Stephen McIntyre, ont remis en question sa validité : cette courbe ne tient en effet pas compte de l'existence - pourtant bien connue des historiens du climat - d'un optimum médiéval et d'un petit âge glaciaire au cours du dernier millénaire... Il n'y a pas plus de consensus sur le lien de cause à effet entre les émissions de CO2 et la hausse des températures. Selon l'Américain Fred Singer et le Russe Khabiboulo Abdoussamatov, l'observation des courbes de variation des températures et de teneur en CO2 montreraient que la hausse des températures *précède* d'environ 800 ans celle du CO2...

Si la communauté scientifique s'accorde sur le constat d'un réchauffement au cours du XX^e siècle, certains chercheurs commencent par rappeler que les températures ont baissé entre 1940 et 1970 et n'ont pas augmenté depuis 1998 alors que la teneur en CO2 de l'atmosphère continuait de s'intensifier. Il existe ainsi toute une littérature sur les causes naturelles du changement climatique fondée notamment sur une activité solaire plus ou moins importante, comme le défend le paléo-climatologue canadien Ian Clark.

Il règne un débat extrêmement animé au sein de la communauté scientifique, que l'affaire du « Climategate » va enfin révéler au grand public. Ne sombrons donc ni dans le catastrophisme populiste ni dans la diabolisation des recherches divergentes. Laisser les scientifiques travailler et débattre, librement et sans jugement de valeur, ce n'est en rien nier les préoccupations environnementales. En revanche, parce que précisément rien n'est certain, gardons-nous des solutions radicales qui pourraient finir par ruiner la liberté et l'innovation... Peut-être pour rien !
